

Thomas Frank: comment la gauche américaine a abandonné ses électeurs

PAR THOMAS CANTALOUBE

ARTICLE PUBLIÉ LE DIMANCHE 29 AVRIL 2018



Thomas Frank en 2012 © Larry D. Moore/Creative Commons

L'essayiste américain publie un nouveau livre, *Pourquoi les riches votent à gauche*, qui raconte comment les démocrates ont préféré les élites financières et technologiques aux classes populaires. Et pourquoi Trump a gagné et pourrait bien être réélu.

Le journaliste et essayiste américain Thomas Frank, 53 ans, avait défrayé la chronique au cœur des années Bush, en 2004, avec un ouvrage intitulé *What's the Matter With Kansas ?*, traduit en français par *Pourquoi les pauvres votent à droite*. Il y analysait, à partir de son État natal du Kansas, comment les classes populaires rurales, autrefois à l'avant-garde du progressisme américain, votaient désormais majoritairement pour les conservateurs. Selon lui, la mise en avant par la droite de questions clivantes comme le droit de porter des armes à feu, le mariage homosexuel ou la religion, a permis aux conservateurs d'orienter la colère des électeurs au bas de l'échelle sociale vers les élites de gauche, en même temps qu'ils infligeaient des politiques néolibérales sauvages au détriment de ces mêmes électeurs.

Même si d'autres auteurs ont par la suite contesté la thèse de Thomas Frank, elle reste toujours extrêmement pertinente pour comprendre la

« révolution conservatrice » qui domine les États-Unis depuis les années 1980. Mais il manquait un pendant à cette analyse, que Frank nous livre aujourd'hui avec un livre en forme de suite : *Pourquoi les riches votent à gauche* (paru en 2016 dans sa version anglaise : *Listen, Liberal*). Il y raconte comment le parti démocrate a abandonné les classes ouvrières et populaires qui formaient sa base pour devenir une « gauche en limousine », ou le parti des nantis, les élites financières, artistiques, technologiques.

Publié avant l'élection de Donald Trump, son ouvrage est devenu une lecture obligatoire après l'accession du milliardaire orangé à la Maison Blanche pour comprendre ce qui s'est déroulé. Malheureusement, comme s'en plaint Thomas Frank, les démocrates américains ne semblent pas disposés à se remettre en cause ni à examiner les raisons profondes de leur défaite.



Thomas Frank en 2012 © Larry D. Moore/Creative Commons

Votre livre décrit la situation des démocrates aux États-Unis, mais ce que vous racontez s'applique aussi bien au PS en France, au SPD allemand, au Labour britannique...

Thomas Frank : Il est toujours difficile de plaquer un facteur d'explication sur différents pays, mais oui, c'est particulièrement vrai dans le cas du Royaume-

Uni, qui a véritablement suivi l'exemple américain. Tony Blair était un admirateur de Bill Clinton et il a pris le même chemin. Et cela s'est avéré terrible pour le Royaume-Uni : les guerres, la hausse des inégalités et la destruction des services publics.

Pourtant, aujourd'hui, 25 ans après la «triangulation» de Bill Clinton, 20 ans après la «Troisième voie» de Tony Blair, les partis sociaux-démocrates persistent dans la même voie.

Ils ne font qu'empirer les choses ! De mon point de vue, le gros problème aux États-Unis, c'est la désintégration de la classe moyenne, qui découle des choix politiques et économiques qui ont été faits. Ils ont été faits, bien entendu, par les conservateurs, mais dans un système politique avec seulement deux partis, ils ne sont pas les seuls responsables. Nous vivons dans une ère conservatrice depuis 50 ans et l'élection de Richard Nixon (en 1968), mais ce n'est que la moitié de l'équation. Qu'a fait l'autre camp ? Quand on se penche sur la question, on se rend compte que Bill Clinton est davantage responsable du passage du programme conservateur que Ronald Reagan : l'adoption de l'Accord de libre-échange nord-américain (ALENA), qui était une idée républicaine, la réforme de l'assurance-chômage, l'incarcération massive des délinquants. La dérégulation bancaire était une grande idée des républicains qu'ils n'avaient jamais réussi à faire voter, et c'est Clinton qui l'a faite. Ce qui me rend dingue aujourd'hui, c'est que même après le cataclysme de 2016, les démocrates ne comprennent toujours pas.

Même si Bernie Sanders a failli avoir l'investiture démocrate en 2016 ?

Oui ! Sanders est le politicien le plus populaire aux États-Unis aujourd'hui et la plupart des études montrent qu'il aurait battu Donald Trump, mais il y a un barrage psychologique chez les démocrates. Ils préfèrent blâmer la Russie pour la défaite de Hillary Clinton que se pencher sur eux-mêmes. L'autre jour, ils ont même déposé une plainte en justice contre la Russie !

Sur mediapart.fr, un objet graphique est disponible à cet endroit.

Le Parti démocrate est-il toujours divisé aujourd'hui à niveau égal entre les partisans de Clinton et ceux de Sanders ?

Oui, c'est 50-50. Mais il y a eu un grand chambardement après l'élection de 2016 et les proches de Clinton ont réussi à prendre les commandes du parti, et il semble qu'ils soient partis pour y rester. Ils ont l'argent, ils ont les réseaux et ils ont les deux journaux les plus influents du pays, le *New York Times* et le *Washington Post*, qui les soutiennent à fond.

Dans un de vos précédents ouvrages, Pourquoi les pauvres votent à droite, vous montriez comment le Parti républicain agitait des épouvantails comme le triptyque armes à feu/religion/homosexualité pour rallier les classes populaires à sa bannière, tout en promouvant des politiques contraires à leurs propres intérêts économiques. La gauche n'a-t-elle pas fait la même chose en mettant en avant des progrès sociétaux, comme le mariage homosexuel, par exemple, pour camoufler des politiques économiques néolibérales ?

Absolument. Mon livre est une suite du précédent : les démocrates avaient leur propre version de la stratégie républicaine. Dans les deux cas, ce qui a été abandonné était l'essence des partis de gauche, c'est-à-dire l'État providence. Et ceux qui ont été abandonnés étaient les électeurs de la gauche, la classe ouvrière, et leurs priorités. Dans le cas du Parti démocrate aux États-Unis, cela s'est fait de manière transparente : leurs dirigeants ont clairement dit qu'ils préféraient les classes supérieures, ce que j'appelle dans mon livre les classes professionnelles.

On peut se demander si les démocrates ont envie de gagner ou s'ils veulent juste de l'argent

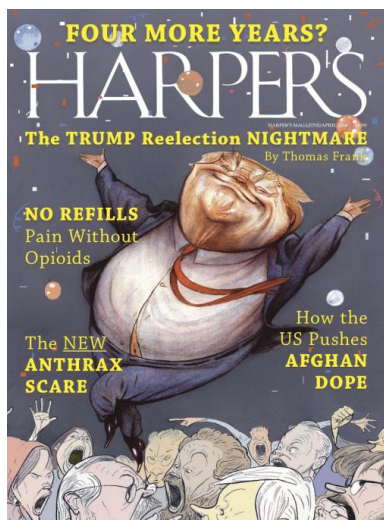
Cela n'est-il pas dû en partie à la disparition de la classe ouvrière, qui est aujourd'hui supplantée par les gens qui ont des diplômes et qui ont des jobs sous-payés dans l'industrie des services ?

C'est vrai, la classe ouvrière a beaucoup diminué en raison de la désindustrialisation. Mais les gens qui vendent leur force de travail pour vivre continuent de représenter 80 % de la population. Ils occupent juste

des jobs différents. Et c'est vrai qu'aux États-Unis, il y a énormément de jeunes qui ont fait des études supérieures parce qu'on leur a dit que c'était nécessaire et qui se retrouvent massivement endettés dans des boulots qui payent mal. C'est le nouveau prolétariat. Les mots ont changé, mais la nécessité de politiques de gauche est toujours aussi forte qu'avant.

Bernie Sanders avait bien compris cela lors de primaires de 2016. Et Donald Trump aussi, même si l'on savait que chez lui, ce n'était que de la rhétorique.

Oui, ces deux-là ont été le phénomène de 2016. C'était une éruption politique ! Et les vieilles politiques à la Clinton étaient balayées. Mais aujourd'hui, il est impossible de faire entendre cela aux dirigeants démocrates. Pourtant, c'est le Parti démocrate qui est censé incarner la tradition populiste depuis 1890. Et Trump a délibérément volé la ligne de Sanders. Comme il est incapable de garder un secret, il l'a ouvertement admis lors de la convention républicaine en clamant : *« Ce que je viens de dire, Sanders le disait avant moi, mais il a été spolié par Hillary, alors votez pour moi ! »* Bien entendu, il ne fait rien de ce qu'il avait promis maintenant qu'il est président.



Depuis la crise de 2008, la question des inégalités est sur le devant des préoccupations, y compris aux États-Unis. C'est quand même une nouveauté.

Si vous écoutez le discours d'inauguration de Trump, c'est une longue lamentation sur la désindustrialisation. Bien sûr, il l'a fait d'une manière très agressive. Mais Trump est un opportuniste, et un opportuniste s'appuie sur ce qui existe déjà, sur le sentiment populaire.

La campagne américaine de 2016 a également remis en cause un dogme que l'on croyait intangible : le candidat qui a le plus d'argent gagne.

Deux dogmes, en vérité, qui étaient l'essence du clintonisme : celui qui récolte le plus d'argent gagne et celui qui se rapproche le plus du centre l'emporte. Et les deux vont ensemble : les démocrates ne cessent de répéter depuis plusieurs décennies qu'il faut ramasser plus d'argent que les républicains pour les battre et que, pour ce faire, il faut se débarrasser de toutes ces vieilles politiques de gauche. Hillary a récolté deux fois plus d'argent que Trump, mais elle a perdu ! L'autre dogme qui a volé en éclats, c'est la croyance, depuis Obama, dans la toute-puissance de la Silicon Valley, qui permettrait de gagner les élections grâce à une mobilisation sur Internet. Le président de Google, Eric Schmidt, était impliqué dans la campagne de Hillary. Et, en face, il y avait Trump dans son coin qui tweetait n'importe quoi, et ça s'est avéré plus fort !

Malgré cela, vous dites que les démocrates n'ont toujours pas mis à jour leur logiciel.

Dans mon livre, j'explique le basculement qui se produit quand la génération des années 1960 arrive au pouvoir. Bill Clinton est leur leader et le clintonisme l'expression de cette génération qui embrasse « l'âge de l'information ». L'élection de 1992, lorsque Clinton, un *baby-boomer*, a battu Bush père, un vétéran de la Seconde Guerre mondiale, est emblématique de ce basculement. Aujourd'hui, admettre qu'ils ont eu tort et qu'il faudrait avoir d'autres priorités, reviendrait à admettre que ce changement de génération était une erreur. Il y a une dimension psychologique dans ce refus du changement de politique qui reviendrait à nier ce qu'ils sont. Par ailleurs, il y a la question de l'argent, qui est souterraine, mais cruciale : le clintonisme a permis à beaucoup de gens, Bill et Hillary en premier, de

devenir très riches. Et l'on peut se demander si le Parti démocrate a vraiment envie de gagner des élections ou s'il lui suffit juste de ramasser de l'argent et de le distribuer parmi ses dirigeants et tous ceux qui gravitent autour.

Mais aujourd'hui, les Clinton ont disparu, ils ne seront plus candidats. N'y a-t-il pas une nouvelle génération de démocrates avec des idées différentes ?

Je déteste l'admettre, mais je me suis trompé : en 2008, j'étais très enthousiasmé par la victoire de Barack Obama, notamment parce que je pensais qu'il allait mettre fin à la domination des Clinton sur le Parti démocrate. Et voilà que ce jeune homme brillant, qui sait très bien ce qu'il a à faire, choisit Hillary Clinton comme secrétaire d'État, puis comme sa successeuse !

Dans le dernier numéro de *Harper's Magazine*, vous écrivez un essai dans lequel vous envisagez la réélection de Trump en 2020.

Si l'économie continue de croître au rythme de ces derniers mois et que le chômage continue de baisser, alors nous risquons le même phénomène que celui qui s'est produit avec Bill Clinton à la fin des années 1990. Il est passé de président haï à président adoré, alors même que le Congrès était en train d'essayer de le destituer. Tout cela grâce à une économie très dynamique et un niveau de chômage tellement bas que les salaires augmentaient. Aujourd'hui, Trump a nommé plusieurs conseillers dans les domaines économiques et financiers qui sont des fanatiques de la croissance, qui veulent vraiment appuyer sur l'accélérateur. Par ailleurs, les républicains sont parfaitement hypocrites : cela fait un siècle qu'ils disent vouloir se battre contre les déficits, ils ont empêché Obama de recourir au déficit, mais désormais, dans la dernière loi sur les impôts, ils ont complètement accepté l'augmentation des dépenses et l'accroissement du déficit. Ils font tout pour stimuler la croissance. Et c'est la voie de la réélection pour Trump !

Directeur de la publication : Edwy Plenel

Directeur éditorial : François Bonnet

Le journal MEDIAPART est édité par la Société Editrice de Mediapart (SAS).

Durée de la société : quatre-vingt-dix-neuf ans à compter du 24 octobre 2007.

Capital social : 24 864,88€.

Immatriculée sous le numéro 500 631 932 RCS PARIS. Numéro de Commission paritaire des publications et agences de presse : 1214Y90071 et 1219Y90071.

Conseil d'administration : François Bonnet, Michel Broué, Laurent Mauduit, Edwy Plenel (Président), Sébastien Sassolas, Marie-Hélène Smiéjan, Thierry Wilhelm. Actionnaires directs et indirects : Godefroy Beauvallet, François Bonnet, Laurent Mauduit, Edwy Plenel, Marie-Hélène Smiéjan ; Laurent Chemla, F. Vitrani ; Société Ecofinance, Société Doxa, Société des Amis de Mediapart.

Rédaction et administration : 8 passage Brulon 75012 Paris

Courriel : contact@mediapart.fr

Téléphone : + 33 (0) 1 44 68 99 08

Télécopie : + 33 (0) 1 44 68 01 90

Propriétaire, éditeur, imprimeur : la Société Editrice de Mediapart, Société par actions simplifiée au capital de 24 864,88€, immatriculée sous le numéro 500 631 932 RCS PARIS, dont le siège social est situé au 8 passage Brulon, 75012 Paris.

Abonnement : pour toute information, question ou conseil, le service abonné de Mediapart peut être contacté par courriel à l'adresse : serviceabonnement@mediapart.fr ou par courrier à l'adresse : Service abonnés Mediapart, 4, rue Saint Hilaire 86000 Poitiers. Vous pouvez également adresser vos courriers à Société Editrice de Mediapart, 8 passage Brulon, 75012 Paris.